

LA COMMUNALE

La Lettre d'Information de l'Association Nationale des Directeurs et des
Responsables des services de l'Éducation des Villes de France

N° 16

Mai 1998

EDITORIAL

L'actualité de ces dernières semaines a placé les questions de l'éducation, de façon quasi permanente, sous les feux de la rampe. Au delà des faits, ce qui peut frapper l'observateur, c'est **l'importance que revêt la question de l'échelon territorial** dans les contestations, les annonces, les rapports, relatifs à tous les secteurs du système éducatif touchés :

Ainsi, le rapport sur "**la rénovation du service public de l'Éducation Nationale**" établi par Claude PAIR, met en lumière la nécessité, à tous les niveaux d'enseignement, **d'une nouvelle organisation territoriale**, particulièrement pour l'école primaire.

Par ailleurs, "la discrimination positive" prônée par els ministères successifs (tenant lieu de volets éducatifs dans les contrats de ville...) pour les territoires les plus dévalorisés, n'a pas empêché que les plus grande des zones d'éducation prioritaires, voire que des départements entiers (Seine-Saint-Denis, D.O.M...) soient sinistrés (aussi) sur le plan éducatif.

Dans le même ordre d'idée, mais avec des effets beaucoup moins douloureux, les positions prises par l'Éducation Nationale sur l'aménagement des rythmes scolaires, les revirements de stratégie et les difficultés qui en résultent, posent de façon récurrente la question de la légitimité et des moyens des projets éducatifs locaux.

En matière d'éducation, les rapports entre le centre et la périphérie, tant au plan de l'organisation que des territoires, ne peuvent plus être traités comme des phénomènes marginaux : que ce soit pour les lycées et les collèges, ou pour les écoles élémentaires, c'est l'une des questions principales que se posent l'ensemble des partenaires d'un système éducatif en pleine évolution.

Francis OUDOT.

SOMMAIRE

Actualités : Emplois-jeunes - Internet	P. 2
Questions Ecrites à l'Assemblée Nationale sur l'Education	P. 3
Aménagement des Rythmes Scolaires	P. 4
Gestion du droit de reproduction par photocopie pour les écoles	P. 5
Les violences scolaires	P. 6 - 7
L'Education en Angleterre	P. 8
Le Code de l'Education	P. 8

DOSSIER : La Vie de l'ANDEV

Charité bien ordonnée commençant par soi-même, le dossier de ce mois-ci est consacré
à la mise en place des Réseaux Régionaux de l'ANDEV
et au programme du **colloque national de Limoges, du 23 au 25 septembre 1998**
qui aura pour thème : "*Les personnels non enseignants dans l'école*".

Rédaction : Jean-Michel GRENIER - Francis OUDOT

Composition : Sandrine MICHEL - Impression : 350 exemplaires - Atelier de Reprographie - Ville de Reims
Abonnements et renseignements : ANDEV - Hôtel de Ville - 51096 REIMS CEDEX Tél. 03.26.77.76.24 Fax 03.26.77.74.24.

SYNDICATS ET EMPLOIS-JEUNES

Un collectif des aides-éducateurs de Paris a été reçu le mercredi 29 avril 1998 au Rectorat de Paris. Le collectif des aides-éducateurs de Paris réclame **“un contrat de droit public”** et exige **“une prime Z.E.P.”**.

Le collectif veut, par ailleurs, obtenir la pérennisation de ces emplois et demande **l'abrogation de conventions passées entre l'Education Nationale, les collectivités locales et les associations** dans la mesure où “ces emplois se substitueraient à des emplois déjà existants”. Par ailleurs, au niveau national, certaines organisations syndiquent déjà des emplois-jeunes pendant que d'autres y réfléchissent :

Didier Buchhi, responsable national des emplois-jeunes du **SE** (syndicat des enseignants) indique que “le rôle du SE s'assimile à un aide-éducateur syndical des aides-éducateurs”, que le SE “demande aux aides-éducateurs d'organiser leur représentation” et qu'il “ne serait pas contre la nomination d'un secrétaire général du syndicat des aides-éducateurs au sein du SE”. Selon lui, le SE “abrite syndicalement des centaines d'aides-éducateurs pour une somme symbolique de 250 francs”. Le responsable national des emplois-jeunes ajoute que “14.800 aides-éducateurs sont déjà abonnés à Passerelles, bimestriel que nous éditons depuis décembre 1997 et qui s'adresse aux emplois-jeunes”.

Selon **Eliane Lacette**, responsable des emplois-jeunes au sein du **SNUipp** (Syndicat National Unitaire des Instituteurs et des Professeurs des Ecoles) “la priorité est d'abord de définir leurs revendications”. Le SNUipp. a organisé des réunions depuis le mois de janvier auxquelles “20 % des aides-éducateurs ont assisté” et d'où il ressort que “la première revendication concerne la formation à court et à long terme, la pérennité étant une question souvent abordée”. Eliane Lacette indique que **“35 % des aides-éducateurs désirent rester dans l'Education Nationale et 35 % dans la fonction publique, les autres ne voient pas leur avenir dans ces secteurs”**. Elle ajoute que “la décision de créer ou pas un syndicat des aides-éducateurs au sein du SNUipp sera prise lors du prochain congrès national du syndicat”.

Le SGEN-CFDT (Syndicat Général de l'Education Nationale), dont la responsable emplois-jeunes est **Marie-Agnès Rampnoux**, entend syndiquer les emplois-jeunes et déclare que “ce sera une priorité des discussions” du prochain Congrès National.

Pour la FEP (Fédération de l'Enseignement Privé), **Marie-Agnès Fondard** indique que “la priorité actuelle est la mise en place de ces emplois et le recensement des revendications de formation des jeunes, mais l'objectif sera à long terme de les syndiquer”.

Enfin, selon **Jean-Marc Bouchet** de la **FNECFPFO** (Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle) : “nous syndiquons déjà des aides-éducateurs au même titre que n'importe quel emploi et nous n'envisageons pas de créer une branche spécifique”. Il indique que le FNECFPFO a édité une brochure sur les droits des aides-éducateurs.

Par ailleurs, **le SNUipp a présenté**, à l'occasion de son congrès à Lille (du 4 au 7 mai 1998) **une enquête réalisée par la SOFRES** auprès des enseignants du primaire **sur les aides-éducateurs** .

Parmi les observations qui résultent de ce sondage, notons que **58 % des enseignants estiment que l'arrivée des emplois-jeunes est positive pour le fonctionnement** des écoles, mais ce dispositif est loin d'être perçu comme la réponse aux problèmes posés à l'enseignement du premier degré (**15 % seulement voient la justification de la mise en place d'emplois-jeunes dans les besoins réels des écoles**), mais comme un dispositif de lutte contre le chômage (49 %). Plus encore, **50 % des sondés trouvent les aides-éducateurs “utiles mais sans plus”**...

Quant **aux missions** des aides-éducateurs, **91 % des enseignants les destinent à l'aide au fonctionnement des BCD**, plus de **65 % pour l'information, l'aide à la surveillance et à l'encadrement**, mais **seulement 29 % pour les études dirigées**.

De toute évidence, le réflexe traditionnel de défense (“chacun son rôle”) a encore joué ! Un nouveau tracé de la “frontière pédagogique” entre enseignants et non enseignants dans l'école est en train de se dessiner.

LE CONSEIL D'ETAT SAISI DES CONDITIONS D'ACCES A INTERNET DANS LES ECOLES

L'Association française des opérateurs privés en télé-communications (**Afopt**), qui regroupe la plupart des concurrents de France Télécom, **vient de déposer un recours au Conseil de la concurrence** pour abus de position dominante **et en dépose un autre au Conseil d'Etat au sujet de l'homologation par le gouvernement des tarifs très avantageux que France Télécom propose aux écoles pour les brancher sur le Net**.

Ce ne sont pas les tarifs eux-mêmes qui sont mis en cause par les opérateurs privés, Cegetel en tête, mais les **conditions d'accès à ce marché**, qu'ils jugent totalement discriminatoires.

Le 19 mars dernier, le Ministère de l'Industrie faisait savoir qu'il homologuait les tarifs de l'opérateur public en direction des écoles : **5.800 francs par an de connexion à Internet, 10 heures par jour pour 10 micro-ordinateurs**. Seul problème, pour proposer le même service, **les concurrents doivent** emprunter le réseau téléphonique local de France Télécom et donc lui **reverser un droit de passage (coût d'interconnexion) de près de 16.000 francs !**

L'ART, l'autorité de régulation, consultée sur cette affaire à plusieurs reprises, s'est toujours opposée à un tel schéma et a proposé que France Télécom mette en place des tarifs d'interconnexion spécifiques (plus bas) pour cette mission d'intérêt public. "Nous sommes favorables à la proposition de l'ART, indique-t-on chez Cegetel, c'est d'ailleurs exactement ce qui a été fait en Grande-Bretagne, où une offre spécifique pour les écoles a été mise en place sur injonction de l'autorité britannique, l'Ofel". Le gouvernement, pressé par le Ministère de l'Éducation Nationale, a préféré ne pas attendre, au risque de se trouver confronté à un contentieux comme celui d'aujourd'hui qui pourrait sérieusement ralentir tout le processus.

P.E.

QUESTIONS ECRITES A L'ASSEMBLEE NATIONALE SUR L'EDUCATION

Monsieur Marc DOLEZ accuse certaines communes de faire supporter **aux coopératives** des charges qui relèvent normalement de leur compétence (tirage des photocopies tant pour le travail administratif que pour le fonctionnement pédagogique des écoles). Il interroge le Ministre de l'Intérieur au sujet de ce qu'il considère être un **"transfert de charge" de la part des communes sur les coopératives scolaires**.

Réponse - Les coopératives scolaires regroupent les élèves d'une école dans un but pédagogique. Elles peuvent être organisées en association locale ou être affiliées à l'office central de coopération scolaire (OCCE), association de type loi 1901 existant au plan national et comportant des sections départementales. Elles ont notamment pour objet, sous l'autorité permanente de l'instituteur ou de l'institutrice, de développer parmi les élèves, l'esprit de compréhension, d'entraide et de solidarité, de pourvoir à l'entretien et à l'amélioration de la bibliothèque, à l'équipement en matériel audiovisuel et d'organiser des fêtes, des expositions, des voyages d'études.

En tout état de cause, il ne leur appartient pas de se substituer aux communes par le règlement des dépenses dont celles-ci ont la charge. En application de l'article 14-I de la loi du 22 juillet 1983 modifiée, "la commune a la charge des écoles. Elle est propriétaire des locaux et en assure la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement". Au titre des dépenses de fonctionnement, figure le coût des tirages de photocopies effectués, tant pour le travail administratif, que pour le fonctionnement pédagogique de l'école.

La recherche d'une plus grande souplesse de gestion pour assurer des petites dépenses est souvent la cause des dérives constatées. Il convient d'y suppléer par la création d'une régie d'avance dont l'institution est décrite en annexe de la circulaire du 15 février 1990 : "Les crédits votés par le Conseil Municipal sont mis à la disposition des écoles par l'intermédiaire d'une régie d'avance propre à chaque école.

Dans chaque école, un régisseur volontaire engage les dépenses au fur et à mesure des besoins. Tenu de contracter une assurance personnelle, dont le montant est égal à l'indemnité de gestion communale perçue, il est couvert en cas de perte ou de vol de fonds". Ce système permet la souplesse recherchée tout en maintenant un contrôle rigoureux des fonds.

Question n°8130 J.O.A.N. du 04/05/98

Monsieur Denis JACQUAT interroge le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement **sur la responsabilité de la garde des élèves de l'école primaire avant la montée et après la descente des bus** en transport scolaire.

Réponse - En matière de transport scolaire, les responsabilités peuvent être multiples et imbriquées à l'occasion d'un accident. Du domicile à l'établissement d'enseignement, la responsabilité de plusieurs partenaires peut être retenue par les tribunaux (organismes, autorités de police administrative, transporteur, conducteur, parents ou élèves, usagers de la route).

Les responsabilités sont déterminées au cas par cas, sous l'appréciation souveraine des tribunaux.

La jurisprudence reconnaît que l'organisateur encourt une responsabilité en cas d'accident subi par un enfant si la faute invoquée est imputable à l'organisation du service (Cour de cassation, 15 avril 1975 ; Conseil d'état, 24 mars 1978, Laporta) et qu'il ne saurait s'exonérer de l'obligation qui lui incombe de prendre les mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des services, en particulier en matière de surveillance (Conseil d'Etat, 30 mai 1986, Faix).

Une responsabilité peut être attribuée à la commune si l'accident est imputable à une faute commise par le Maire dans l'exercice de ses pouvoirs de police (Conseil d'état, 24 mars 1978, Laporta ; 4 juillet 1980, Chevrier ; 30 mai 1986, Faix). La responsabilité du transporteur peut être engagée en cas de mauvaise exécution de la convention qui le lie avec l'organisateur et en cas d'accident de la circulation.

Enfin, la responsabilité des parents et de l'élève peut être engagée sur les trajets du domicile à la montée dans l'autocar et de la descente de l'autocar à l'établissement scolaire, et vice-versa, ainsi que pendant le transport du fait notamment du comportement de l'élève. Devant la juridiction administrative, la responsabilité de l'organisateur peut se voir atténuée s'il y a eu faute de la victime (Conseil d'Etat, 4 juillet 1973 ; Charbonnier ; 26 mai 1976, époux Salabaras).

Ainsi, jusqu'à leur montée dans les autobus de transport scolaire, les enfants sont effectivement réputés être, a priori, sous la responsabilité de leurs parents même en l'absence de ces derniers. Cette situation n'empêche, cependant, pas l'éventuelle recherche de responsabilité de la personne détentrice des pouvoirs de police sur la commune en cas de faute lourde avérée.

Question n°7496 J.O.A.N. du 04/05/98

Dans le même sens, **Madame Marie-J.O. Zimmerman** inter-roge le Ministre de l'Education Nationale sur la responsabilité de la **sécurité et la surveillance des élèves empruntant les transports scolaires**, lorsque ces derniers les déposent devant l'école trente minutes avant l'ouverture des portes.

Réponse - L'institution scolaire n'a aucune compétence en matière de surveillance et de sécurité des élèves dans le cadre des transports scolaires. L'organisation et le fonctionnement des transports scolaires relèvent de la compétence des départements, et la sécurité sur la voie publique, hors de l'enceinte scolaire, relève de la compétence du Maire. L'Education Nationale n'a pas le pouvoir de décider des mesures à prendre pour assurer la sécurité des enfants pendant les transports, lors des trajets à pied entre le point d'arrêt du car et l'établissement scolaire et, en cas d'attente devant les portes, avant l'ouverture de l'établissement.

Question n°11031 J.O.A.N. du 04/05/98

AMENAGEMENT DES RYTHMES SCOLAIRES

LA MINISTRE DELEGUEE CHARGEE DE L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE SOUHAITE "DONNER UN COUP D'ACCELERATEUR A L'AMENAGEMENT DES RYTHMES DE L'ENFANT"

Ségolène Royal, Ministre déléguée chargée de l'Enseignement Scolaire, s'est rendue dans un collège et une école de Lormont, dans la banlieue de Bordeaux, établissements classés en ZEP (Zone d'Education Prioritaire), afin d'évaluer deux expériences d'aménagement des rythmes scolaires. L'objectif affiché de cette démarche est de réunir un panel d'expériences pour définir un modèle d'aménagement des rythmes d'activité des enfants pendant et en dehors du temps scolaire qui serait applicable à tous les établissements secondaires qui le souhaitent.

La Ministre a déclaré souhaiter "donner un coup d'accélérateur à l'aménagement des rythmes de l'enfant" et insiste sur son intention de "ne pas laisser le collège de côté, c'est là que la demande sociale est la plus forte". Elle ajoute que "ce projet ne vise pas que les ZEP et souhaite définir un modèle cadre, **un contrat local d'éducation** qui reprenne l'ensemble des éléments en place sur le territoire". Un appel à projet suivra cette définition de principes.

Ségolène Royal affirme son intention de **créer 10.000 emplois-jeunes, cofinancés par l'Education Nationale à 80 % et les collectivités locales et associations à 20 %, et qui opéreraient sur et en dehors du temps scolaire**. Toutefois, elle entend bien, dans le même temps, **"garder la distinction de ce qui est scolaire de ce qui ne l'est pas"** (ce ne serait donc pas des aides-éducateurs, mais leurs frères siamois).

Précisant les conditions d'un audit d'une dizaine de collèges à travers le pays, la Ministre a enfin souligné que "l'aménagement des rythmes scolaires se joue particulièrement au collège".

Au-delà de l'effet vitrine de cette démarche, on perçoit trois questions qui se posent à l'Education Nationale concernant les aménagements des rythmes scolaires :

Va-t-on vers l'abandon définitif du dispositif ARS - Jeunesse et Sport (aménagement des rythmes scolaires) dans les écoles primaires, (avec tout ou partie d'après-midis libérées) et si oui, comment y arriver ?

Comment gérer l'intervention des aides-éducateurs hors temps scolaire (Quid de la convention si contestée, de mise à disposition des aides-éducateurs auprès des communes et des associations) ?

Comment sortir du cadre institutionnel des Z.E.P. pour gérer la discrimination positive (en particulier là où elle a, en bonne partie, échoué dans le secondaire dans certaines banlieues, etc...) ?

F.O.

INTERVENANTS : LES NOUVELLES FORMES D'ACTIVITE MANQUENT DE RECONNAISSANCE

La reconnaissance professionnelle des intervenants recrutés dans le cadre de la politique d'aménagement des rythmes scolaires (ARS) est loin d'être acquise : ils ont du mal à s'affirmer comme véritables acteurs de l'école et à faire reconnaître la valeur éducative de leur action. Tel est le bilan critique que dresse le CEREQ, dans sa dernière étude, centrée sur la question de l'emploi des professionnels recrutés par les municipalités pour développer les activités d'éveil (sport, culture, animation) dans les établissements qui participent à l'expérimentation.

“L'arrivée en nombre de nouveaux acteurs au sein de l'école est une situation inédite, note le CEREQ, elle soulève le problème des conditions d'emploi qui leur sont offertes et de leur reconnaissance professionnelle”. Les auteurs de l'étude soulignent en effet qu'**en dépit de la sélectivité du recrutement, les postes proposés débouchent rarement sur des emplois à temps plein et à durée indéterminée** : deux-tiers des intervenants sont en CDD et 15 % en contrats aidés (contrat emploi-solidarité, contrat emploi consolidé ou emploi-ville).

Les intervenants recrutés dans le cadre de l'ARS ont un niveau de formation initiale élevé : 63 % sont titulaires du bac et 50 % ont fait des études supérieures. De plus, 88 % d'entre eux ont suivi une formation spécifique dans les domaines du sport, de la culture ou de l'animation.

Quasiment tous ont également une expérience professionnelle et un tiers d'entre eux continuent à se former par le biais de la formation continue. **“La formation professionnelle est de plus en plus perçue comme un moyen d'accroître leur crédibilité auprès d'éventuels employeurs et une condition nécessaire pour accéder à un emploi”**, souligne le CEREQ.

L'une des difficultés majeures, inhérente à la nature même de l'activité, réside en fait dans **son morcellement** : les intervenants travaillent en moyenne 9 heures par semaine. Au final, “l'ARS ne génère au mieux que des bouts d'emploi” et à l'exception de ceux qui se satisfont d'une activité à temps partiel, les professionnels concernés doivent compléter leur emploi du temps par d'autres activités. 82 % d'entre eux sont ainsi en situation de pluriactivité. Or, plus de la moitié des intervenants ont choisi d'intégrer le dispositif ARS avec l'espoir d'obtenir un emploi stable, avec un statut, un travail régulier et un revenu suffisant.

“La question de la **légitimité** de nouveaux acteurs dans des milieux déjà structurés s'impose **lorsque naissent des formes d'activité originales**”, note le CEREQ. Et **ce qui est vrai pour l'ARS, l'est également pour les emplois-jeunes** : **“bien qu'ils offrent toutes les apparences de l'emploi “classique”, ces derniers risquent d'être rapidement confrontés à ce même décalage entre les attentes et les conditions d'activité offertes”**.

Et faute de faire évoluer les dispositifs tels que l'ARS ou les emplois-jeunes en terme de statut et de reconnaissance professionnelle, ils seront “considérés, au final, comme un vivier de petits boulots”.

“Des professionnels du sport, de la culture et de l'animation à l'école. Une place qui reste à construire”.

CEREQ Bref n° 141, avril 1998

GESTION DU DROIT DE REPRODUCTION PAR PHOTOCOPIE POUR LES ECOLES : LA NEGOCIATION SE POURSUIT

Dans le prolongement des articles parus dans les N° 8 et 10 de La Communale, l'ANDEV a engagé une concertation avec le Centre français d'exploitation du droit de copie (C.F.C.), organisme chargé de percevoir et de répartir les droits de reproduction par photocopie.

Après trois rencontres placées sous le signe de l'écoute, du dialogue et de l'étude, il s'avère que le système déclaratif appliqué dans le second degré serait difficilement applicable aux écoles, d'où la nécessité de poursuivre les réflexions dans une autre direction.

Des rencontres constructives

Très vite, la nécessité d'une contractualisation entre le C.F.C. et les communes - et non avec les écoles publiques - est apparue. Répondant aux impératifs nés de l'absence de personnalité juridique des écoles, cette contractualisation vise à la fois à fixer un cadre juridique et financier adapté, et à sensibiliser les auteurs des photocopies d'oeuvres protégées en recueillant leur adhésion au dispositif légal.

Tenant compte des premières analyses de l'ANDEV, le C.F.C. a donc étudié une proposition de cadre juridique en ce sens.

Mais on voit bien quelles difficultés pratiques et psychologiques peuvent naître d'objectifs aussi diversifiés, difficultés qui ont été démontrées par les membres de la Commission permanente de l'ANDEV.

En effet, chacun de ces membres a examiné un projet de convention rédigé par le C.F.C., qui tentait de transposer aux particularités des écoles le dispositif appliqué, semble-t-il avec succès, dans les établissements publics locaux de l'enseignement secondaire.

Cependant, plusieurs limites ont été mises en évidence :

Les difficultés du système déclaratif

Une première approximation du coût annuel pour la commune, opérée sur la base des tarifs forfaitaires proposés par le projet de convention, situe cette dépense nouvelle dans une fourchette comprise entre 20 000 F et 30 000 F par tranche de 1000 élèves. Or, les communes ne pourront sans doute pas augmenter les budgets scolaires, d'où un risque d'amputation des crédits affectés aux manuels et aux fournitures scolaires individuelles, qui ne constituent pas des dépenses obligatoires.

Au-delà de l'aspect budgétaire, la sensibilisation des enseignants et leur responsabilisation personnelle ne sont pas une mince affaire, d'autant que l'interlocuteur institutionnel de la commune à l'école est le directeur, et non chaque instituteur. De surcroît, quelle légitimité et quelle efficacité aurait une injonction formulée par la commune dans un domaine touchant à la liberté pédagogique du maître de recourir aux photocopies plutôt qu'à un ouvrage ?

Enfin, le dispositif appliqué dans le second degré entraînerait une gestion très lourde et très complexe dans le premier degré. Il s'agirait de centraliser au niveau de la commune des déclarations de "volumes annuels de copies d'oeuvres protégées", émanant des enseignants, qui permettraient au C.F.C. de déterminer la redevance par application d'un barème progressif avant d'adresser la facture à la commune.

Mais comment opérer une vérification ? Comment imposer une limitation ? Comment imputer un éventuel dépassement d'un forfait moyen fixé par la commune sur les crédits utilisés par tel ou tel enseignant ?

En bref, comment engager la commune à ne pas acquitter aveuglément des dépenses dont elle n'aurait pas la maîtrise, tout en atteignant l'objectif que s'est assigné le C.F.C. de sensibiliser chaque enseignant ? Ou en d'autres termes, comment pallier à l'absence d'un statut juridique de l'école ?

Une réflexion à poursuivre

Devant ces questions apparemment sans réponses, la Commission permanente s'est accordée sur le fait qu'il serait préférable de substituer au système déclaratif lourd proposé par le C.F.C. :

Une interdiction pure et simple de reproduction des manuels scolaires ;

Une perception, à la source, du droit de photocopie pour les autres ouvrages utilisés par les écoles (avec le risque d'augmentation du prix d'achat de ces ouvrages).

En tout état de cause, une solution cohérente pour l'utilisation et la reproduction à des fins pédagogiques de l'ensemble des oeuvres protégées, quel que soit leur support (livre, cassette audio ou vidéo, C.D.-Rom, etc.) devrait être recherchée.

C'est sur ces bases que le dialogue se poursuit désormais avec le C.F.C., celui-ci devant procéder aux calculs de faisabilité des propositions formulées par la Commission permanente.

Mais ces propositions, comme l'ensemble des réflexions de l'Association, ne manqueront pas d'être également présentes dans les relations entre le C.F.C. , les éditeurs et le ministère de l'Education Nationale, l'ANDEV participant ainsi au dialogue institutionnel national.

La suite donc ... dans les prochains numéros.

J.M.G.

LA PHOTOCOPIE EST-ELLE UNE DEPENSE OBLIGATOIRE ?

On notera avec attention l'interprétation faite par le Ministre de l'Intérieur (dans sa réponse écrite n° 8130, reproduite ci-avant page 2) de l'article 14-1 de la loi du 22 juillet 1983 : **"Au titre des dépenses de fonctionnement, figure le coût des tirages de photocopies effectués, tant pour le travail administratif, que pour le fonctionnement pédagogique de l'école"**. Cette interprétation est sans aucun doute abusive :

En effet, la fourniture des manuels, cahiers d'exercices et autres supports pédagogiques individuels étant une dépense facultative pour la commune, **la photocopie de ces mêmes documents ne saurait constituer une dépense obligatoire** pour cette même commune ; S'il devait en être ainsi, cela constituerait une forte incitation au "photocopillage" dans les écoles.

F.O.

VIOLENCES SCOLAIRES

LES PROPOSITIONS DU RAPPORT LORRAIN - LE 5 MAI 1998

Le Sénateur du Haut-Rhin Jean-Louis Lorrain (union centriste, UDF) a présenté son rapport "les violences scolaires, ni fatalité, ni impuissance". Nous publions le chapitre 5 intitulé "Réflexions et Actions" sans autre forme de commentaire.

Permettre un retour sur le terrain de l'enquête nationale sur la violence

Le Ministère de l'Education Nationale réalise une enquête nationale sur les phénomènes de violence et d'absentéisme en milieu scolaire. Cette enquête pertinente ne fait pas l'objet d'une diffusion auprès des établissements. Il serait opportun d'entreprendre un retour de cette dernière afin de permettre aux chefs d'établissement de situer leur établissement par rapport au département, à l'Académie et au niveau national.

Eviter une décrédibilisation de l'institution scolaire

Dans le cadre de la lutte contre la violence scolaire, l'institution devra insister sur sa crédibilité en montrant qu'elle a la volonté de lutter efficacement contre ce phénomène. Il conviendrait de limiter les déclarations emphatiques en affirmant que de nouveaux emplois vont être créés dans les établissements si ce projet n'a aucune chance d'aboutir. En effet, trop souvent les Ministres ont fait des promesses qu'ils n'ont jamais réalisées. De plus, l'institution ne devrait adopter que des mesures applicables. A titre d'exemple à quoi sert la contravention d'intrusion dans les établissements, puisqu'elle n'est jamais appliquée ou encore d'annoncer la réduction des effectifs dans les établissements alors que certains ont des effectifs pléthoriques ?

Ouvrir davantage l'établissement sur l'extérieur

Le dialogue au sein de l'établissement sera une absolue priorité. Le projet d'établissement devra être dans certains endroits redynamisé. Les chefs d'établissement seront en contact avec les associations de terrain qui pourront disposer de locaux clairement identifiés au sein de l'établissement. On pourrait s'appuyer sur ces mêmes associations afin de développer en collaboration avec les collectivités locales, la politique déjà suivie à la RATP dite des "grands frères". Ces derniers seraient sollicités en cas de crise grave afin de servir de médiateurs. Des magistrats, des avocats, des policiers, pourront venir faire des conférences au sein de l'établissement en collaboration avec les enseignants. Il s'agira de développer la prévention. Dans le même temps, l'institution développera une campagne de communication visant à valoriser les établissements qui innovent.

Repenser la carte scolaire

La création de la carte scolaire avait pour finalité de permettre une certaine équité. On peut se poser légitimement la question de savoir si cet objectif a été atteint. En effet, dans une cité où le taux de chômage est très élevé et où il existe une forte délinquance, il était utopiste de croire que de tels problèmes n'allaient pas resurgir au sein de l'établissement. Ce dernier apparaît la plupart du temps comme un "reflet" des problèmes qui existent dans la cité. Ainsi, des établissements "difficiles" se sont développés à côté des cités ghettos.

Aujourd'hui, la carte scolaire apparaît malgré ce que peuvent en dire les enseignants de l'institution comme un "reproducteur" des inégalités sociales et culturelles. Ainsi, l'élève de la cité est tenu de poursuivre ses études jusqu'à l'université dans les établissements proches de son domicile. Ne conviendrait-il pas de rompre avec cette logique afin de permettre un réel "brassage" au sein des établissements de publics venant d'horizons différents. Ceci permettrait de casser la dichotomie entre les établissements dits de centre ville, réputés souvent sans problème et les établissements de banlieue qui concentrent toutes les difficultés dans un même espace.

Créer un carnet du comportement pour chaque élève

Ce carnet suivra l'élève de la maternelle aux classes terminales. Les responsables composés des personnels éducatif et médico-social (COP, infirmière, assistante sociale...) y porteront leurs observations sur la manière de se comporter de l'élève vis à vis des professeurs et de ses camarades. Ce carnet pourra constituer une aide à l'évaluation de l'élève dans des situations particulièrement difficiles, il ne comportera pas de notations et ne devra pas être utilisé hors des structures scolaires.

Proposer un plus large développement de la prévention primaire

Le dépistage des anomalies sensorielles les plus fréquentes doit s'intensifier. Il faut intervenir avant l'apparition du processus pathologique et offrir un lieu de parole aux parents dans les écoles.

Développer les contacts entre les enseignants et le service de PMI est impératif. Les enfants dits "prioritaires" nécessitent une prise en charge spécialisée immédiate par le service PMI et les enfants dits "potentiellement en difficulté" doivent bénéficier d'un bilan complet.

Maintenir une formation des enseignants de qualité

A l'heure où la fusion entre les IUFM et les MAFPEN semble imminente, il convient d'être extrêmement vigilant sur ce plan afin de poursuivre et de développer la formation initiale et continue autour de ce thème. La formation continue apparaît de plus en plus comme indispensable afin de permettre une adaptation des personnels à un nouveau public scolaire et à l'évolution de la société : il s'agira de maintenir, en particulier, les formations sur site réalisées à la demande des établissements. Il conviendrait de former aussi les enseignants à un minimum de culture juridique.

Développer le recrutement sur profil

Dans les établissements difficiles, la stabilité des équipes est un élément indispensable au bon fonctionnement des établissements. Il faudrait développer encore plus le recrutement sur profil non seulement des enseignants mais aussi des chefs d'établissement. Au-delà de l'indemnité financière qui existe déjà, il conviendrait de permettre dans les établissements les plus difficiles, d'alléger la semaine de travail des enseignants et de permettre une accélération de la carrière des chefs d'établissement qui, de plus auraient obligation de rester sur le même poste quatre ou cinq ans au minimum.

Revaloriser les fonctions du personnel médico-social

Médecins scolaires, infirmières, assistantes sociales ont besoin d'une revalorisation de leurs fonctions et d'une meilleure répartition de leurs effectifs entre les établissements. Le personnel médico-social doit assurer une plus grande présence dans les établissements de grande taille, notamment ceux qui sont répertoriés sensibles et leur avis doit être plus largement pris en compte.

Établir un projet de Code Parental pour l'an 2000

Il est primordial de redonner à l'autorité parentale sa place. Il est urgent de créer un groupe de réflexion sur le devenir familial : composé de responsables associatifs issus de la justice, de la sécurité intérieure, de philosophes, psychologues et sociologues et des délégués des principales confessions représentées dans notre pays, ce groupe devrait avoir pour mission de proposer un Code Parental pour l'an 2000 avec redéfinition des diverses composantes de la parentalité, des différents types d'unité familiale, des rôles du père, de la mère, des beaux-parents et grands-parents... De nouvelles définitions doivent être données pour les porter à la connaissance du public et susciter le réveil des responsabilités.

Fournir aux jeunes des éléments de psychologie de base

Les jeunes doivent acquérir très tôt des notions de connaissance de soi et de sens relationnel. La meilleure "arme" qu'on puisse leur fournir, c'est de leur apprendre à analyser leurs comportements, à comprendre leurs émotions en acquérant suffisamment de distance par rapport à eux-mêmes pour casser le processus affectif de leurs frustrations. Il est utile de promouvoir les ateliers d'expression orale, notamment de théâtre où les jeunes placés dans des situations virtuelles mais similaires aux leurs, peuvent analyser par le biais de l'art dramatique, des comportements qui peuvent être les leurs dans la vie quotidienne.

Eduquer les jeunes à la sensibilité

Les activités artistiques doivent avoir une part plus importante dans les programmes scolaires. "La France, pays de culture par excellence, eut longtemps le privilège de ressentir plus que d'autres nations, la politesse de l'esprit, la grandeur des sentiments, les délicatesses et les agréments de la vraie honnêteté... Depuis quelques décennies, hélas, une conjonction de circonstances et d'événements a refoulé, écrasé et massacré ces dispositions du coeur." (G. Mathieu, "le massacre de la sensibilité" Odilon Média).

Faire de l'Education citoyenne une discipline à part entière

L'Éducation à la citoyenneté doit obtenir une reconnaissance universitaire et professionnelle. Les seuls professeurs d'histoire-géographie ne peuvent couvrir l'ampleur des sujets ; c'est une matière à part entière qu'il importe de confier à des enseignants qui ont reçu une formation spécifique approfondie. Aux notions de droits, de devoirs, civiques et moraux, il convient d'ajouter l'éducation à l'image pour permettre aux jeunes de porter une appréciation sur les images qu'on leur présente avec la distance nécessaire à l'esprit critique pour s'exercer. Des notions juridiques sont nécessaires aux élèves de première qui vont bientôt pouvoir exercer leur droit de vote. Il faut persévérer dans la voie tracée il y a quelques mois, pour leur fournir des pistes de réflexion sur les notions de démocratie, de république, de civisme et de citoyenneté, en y incluant le contexte européen.

Les clubs UNESCO sont à favoriser dans le plus grand nombre de structures également car ils constituent une expérience très enrichissante pour les élèves.

Procéder à une prise en charge réelle et précoce de certains adolescents

Pour les adolescents qui connaissent des situations de maltraitance, il s'agira de développer les internats urbains. Au sein de ces internats, ils seront encadrés par l'ensemble de l'équipe éducative mais aussi par les associations. Il conviendrait de nommer un adulte dans l'internat qui pourrait servir de tuteur en quelque sorte à chacun d'eux, mais aussi de maintenir les contacts avec la famille afin d'éviter une rupture trop brutale.

Pour les adolescents victimes de violence, pour éviter que la loi du silence ne s'érige en règle absolue, il s'agira de trouver une tribune d'expression libre et éventuellement confidentielle afin de permettre une libre expression.

Pour les adolescents auteurs de violence, il faudra éviter d'être laxiste mais au contraire réaliser un suivi de cet adolescent. Afin de limiter ses exactions, des enseignants pourraient assister aux cours de certains collègues en s'installant au fond de la classe. Le travail de collaboration avec les éducateurs et la justice sera développé.

Développer des structures spécifiques pour les jeunes "décalés de la citoyenneté"

Proposer aux jeunes qui sont réfractaires aux modes d'enseignement classiques, des alternatives adaptées, dans des structures appropriées, quitte à les extraire du système scolaire dès l'âge de quatorze ans, en offrant à ceux qui se portent volontaires, une formation en phase avec leurs aptitudes.

Alors que l'on assiste à une évolution des publics scolaires, l'école semble inadaptée pour certains types d'élèves, les "décrocheurs". Face à l'ampleur des difficultés rencontrées par ces élèves, malgré la détermination des acteurs de l'Education Nationale, il semble difficile d'assurer une réelle prise en charge pédagogique de ces élèves.

Il convient de créer une structure adaptée avec de réels moyens et des enseignants expérimentés. Ces derniers travailleraient en collaboration avec les différents acteurs sociaux et éducatifs. Les unités seraient de petite taille, avec des classes d'une quinzaine d'élèves. Un emploi du temps peut être plus souple, en privilégiant le travail en matinée uniquement. L'objectif serait de permettre à ces élèves d'obtenir un diplôme reconnu et de les suivre en les aidant à s'intégrer dans le monde du travail.

ANGLETERRE : PREMIER BILAN DES TRAVAILLISTES EN MATIERE D'EDUCATION

Après exactement un an au pouvoir, les travaillistes dressent un premier bilan dans le domaine où ils ont été le plus actif, l'Education, confirmant ainsi la promesse faite par Tony Blair en mai 1997, selon laquelle les priorités de son gouvernement seraient :

"Éducation, Education, Education".

De nombreuses promesses faites il y a un an ont en effet été tenues :

Une place gratuite garantie dans un jardin d'enfant pour tous les enfants ayant 4 ans en septembre prochain : Cela implique la création de 60.000 places.

62 millions de £ (620 millions de francs environ) débloqués pour permettre de réduire progressivement à 30 maximum le nombre d'élèves par classe du primaire, un objectif qui devrait être atteint en 2002.

La création progressive "d'écoles d'été" afin d'aider les élèves en retard à se remettre au niveau dans les matières essentielles : 562 écoles seront concernées cette année.

L'établissement pour tous les enfants de 11 ans d'une liste d'objectifs très précis à atteindre dans les deux matières principales (Anglais et Mathématiques), ce qui suppose une réforme progressive mais radicale des méthodes d'enseignement.

De nouvelles procédures accélérées pour le renvoi des professeurs incompetents et une amélioration de la formation pédagogique des autres avec la création d'un nouvel échelon pour récompenser les meilleurs professeurs.

La création d'un Conseil Général de l'Enseignement qui sera chargé d'établir et de maintenir les normes de la profession (comme l'ordre des Médecins ou l'ordre des Avocats).

De nouveaux crédits pour renforcer la sécurité dans les écoles, en particulier dans les zones les plus défavorisées souffrant de délinquance.

230 millions de Livres Sterling pour une modernisation des équipements informatiques dans les écoles et un accès plus facile à l'Internet.

Ces mesures ont généralement été bien accueillies par les Syndicats d'enseignants, qui font remarquer au gouvernement que beaucoup reste à faire, en particulier dans le second cycle, dans le supérieur et pour les salaires des enseignants qui ne suivent pas l'augmentation de la charge de travail.

LE PROJET DE CODE DE L'EDUCATION

Le projet de loi relatif à la partie législative du Code de l'Education sera prochainement présenté à l'Assemblée Nationale par le Ministre de l'Education Nationale.

Dans ce projet de codification rassemblant "les dispositions relatives à l'ensemble du système éducatif français", "l'enseignement privé ne fait l'objet de chapitres séparés que lorsque l'existence de dispositions spécifiques l'impose". De plus, "en raison de la spécificité législative des territoires d'outre-mer, le projet de code ne comporte pas les dispositions particulières en matière d'éducation qui sont contenues dans leurs statuts particuliers". L'adoption du Code de l'Education se traduira par l'abrogation de plus de 25 grandes lois sur l'Education et de multiples dispositions législatives éparses. Le projet de loi détermine quelles sont les lois et les dispositions législatives qui seront abrogées du fait des recoupements produits par la codification de l'ensemble des textes, ou parce qu'elles sont "tombées en désuétude".

Le projet de code comprend quatre parties. La première, consacrée aux dispositions générales et communes, regroupe les principes généraux de l'Education et les missions du service public pour tous les niveaux d'enseignement (livre Ier), ainsi que les dispositions relatives à l'administration de l'Education (livre II).

La deuxième partie est consacrée aux enseignements scolaires avec notamment l'organisation des enseignements du premier et du second degrés au livre III, l'organisation des établissements d'enseignement scolaire (écoles, collèges et lycées) au livre IV, et la vie scolaire au livre V.

La troisième partie traite des enseignements supérieurs : organisation des enseignements (livre VI), organisation des établissements (livre VII) et les dispositions ayant trait à la vie universitaire (livre VIII).

Enfin, la dernière partie est consacrée aux dispositions relatives aux personnels (enseignants et non-enseignants) intervenant dans le domaine de l'Education (livre IX).

Si l'on peut considérer que la codification est une intention louable et qu'un toilettage des textes fondamentaux datant de plus d'un siècle est nécessaire, une telle démarche n'est pas sans danger : les arbitrages et les mises en cohérence des textes législatifs peuvent cacher des modifications substantielles des dispositions légales. Les conséquences sur la répartition des responsabilités et des charges éducatives entre l'État et les collectivités peuvent en être modifiées.

Par ailleurs, c'est dans l'extraordinaire foisonnement de circulaires que se situe, non seulement l'essentiel des nécessités de toilettage, mais aussi le plus gros besoin de changement de mentalités dans l'Éducation Nationale.

"LA COMMUNALE" NOUVELLE FORMULE ?

Le N°16 de **La Communale** présente dans sa forme et dans son contenu des évolutions sensibles :

Cette modification résulte d'une démarche expérimentale réalisée avec **l'Agence Education Formation** (7, impasse Char-tière 75005 PARIS, tél. 01.53.10.39.39).

Cette agence d'information spécialisée diffuse à ses abonnés, chaque jour, revue de presse, articles, informations quotidiennes, rédigés par des journalistes spécialisés dans l'Education et la Formation.

N'hésitez pas à nous faire vos remarques sur cette formule expérimentale, même si le coût de l'abonnement à cette Agence de Presse est trop important pour envisager, dans l'immédiat, une continuité de l'expérience.

F.O.

LA VIE DE L'ANDEV

1. La vie et la structuration de L'ANDEV

a) Le réseau national

Fondée en 1992, l'**Association Nationale des Directeurs de l'Education des Grandes Villes de France (ANDEV)** s'est progressivement structurée en un réseau regroupant la quasi-totalité des Directeurs et Chefs de Service des Villes de plus de 40.000 habitants.

Le mouvement de structuration des Services de l'Education, constaté dans les grandes villes au début des années 90, s'est progressivement étendu aux villes moyennes.

C'est dans ces dernières que l'on rencontre désormais à la fois le plus grand besoin d'échanges et d'informations, mais également les plus grandes souplesse et capacité d'innovation.

C'est la raison pour laquelle l'Assemblée Générale de l'ANDEV, réunie à CERGY-PONTOISE le 21 novembre 1997, a décidé d'élargir son action à toutes les villes qui possèdent un service Scolaire, Enseignement ou Education structuré (quelles que soient leurs tailles), dirigé par un cadre A.

Aujourd'hui, l'**Association Nationale des Directeurs de l'Education des Villes de France** (selon notre nouvelle appellation) regroupe 290 cadres oeuvrant dans des communes moyennes, grandes et très grandes, réparties sur l'ensemble du territoire.

Cette évolution se devait d'être accompagnée d'une structuration adaptée à la mise en oeuvre de notre objectif principal, à savoir faciliter l'échange d'expériences et la réflexion sur l'évolution des missions qui nous sont confiées et celle de nos métiers.

b) La structuration régionale

L'Assemblée Générale de CERGY a donc adopté le principe de la mise en place **des réseaux régionaux de l'ANDEV** :

Chaque réseau régional s'inscrit résolument dans l'action de l'ANDEV et son principe de fonctionnement est simple :

Il s'agit d'ouvrir un espace de rencontres à nos collègues exerçant dans des villes situées dans une même région ou inter-région, autour d'une ville référente.

Concrètement, il s'agit d'organiser, éventuellement de façon tournante, entre les villes du réseau, trois ou quatre réunions dans l'année, au cours desquelles les collègues échangent leurs expériences et leurs questionnements sur des thèmes préparés à l'avance. Ils participeront ainsi à la réflexion collective de l'ANDEV et produiront, chaque fois que possible, par écrit, des synthèses de leurs réflexions et de leurs échanges, pour alimenter le réseau national de communication, notamment à travers **La Communale**.

L'objectif de ces réseaux régionaux est également de constituer un niveau de dialogue avec les délégations régionales du C.N.F.P.T. pour la mise en place d'actions de formation des personnels et des cadres de nos services, selon un parcours de formation qui est actuellement en négociation avec le C.N.F.P.T.

Ils pourront également échanger des informations, voire participer à des réflexions communes sur les thèmes de l'Education avec les réseaux locaux d'élus (notamment avec les associations départementales des Maires) dans le respect des principes d'indépendance et de neutralité fixés par les statuts de l'ANDEV.

Chaque réseau régional comporte un animateur, membre de la Commission Permanente, qui assure le lien avec l'ANDEV et entre les réseaux régionaux. Il s'agit donc pour **cet animateur régional** d'être un correspondant susceptible

- D'assurer la constitution initiale du réseau par une première réunion et par la mise en place d'un "annuaire régional".
- D'organiser (éventuellement de façon tournante) avec les villes du réseau régional les trois ou quatre réunions annuelles.
- D'assurer dans la Commission Permanente (réunions bimes-triellles) l'échange d'informations avec l'ensemble du réseau national.

- De participer activement à la valorisation des initiatives et réflexions locales dans les rencontres et à travers des supports de communication de l'ANDEV.
- D'assurer une diffusion de **La Communale** "complémentaire" à la diffusion nationale.

Bien entendu, si la Commission Permanente a besoin d'un référent principal, les missions afférentes à cette fonction peuvent être partagées entre plusieurs collègues de la même région.

Les modalités de fonctionnement seront déterminées au cas par cas par chacun des réseaux (fréquence, contenu, préparation, lieu de réunion, modalités de recherche et de diffusion des informations, participation à la Commission Permanente...).

Ainsi, les premières réunions des réseaux ont principalement été consacrées à déterminer les modes opératoires, le calendrier, le ou les thèmes de travail...

Les premiers réseaux sont constitués ou en cours de constitution, d'autres restent à formaliser. En tout état de cause, un certain nombre de villes ne seront pas, dans l'immédiat, rattachées à un réseau régional, et, de ce fait, continueront à entretenir une communication directe avec le réseau national.

c) Les premiers Réseaux Régionaux

Les premiers réseaux se sont mis en place, d'autres sont en voie de constitution. Vous trouverez, ci-dessous, les principales informations sur ces réseaux :

Restent à constituer les réseaux Alsace, Lorraine, Normandie, Sud-Ouest, Bretagne, Auvergne, Ouest Parisien...

L'ANDEV fait appel au dynamisme et au volontariat des responsables des services Education, affaires scolaires des villes de ces dernières régions pour participer à la mise en place des réseaux

Intitulé du Réseau	Départements concernés	Référent(s)
Nord et Ouest Parisien	92 - 95 - 78	Alain BOCQUET - Nanterre
Bourgogne - Franche Comté	39 - 21 - 70 - 71 25 - 52 (partie) 10 (partie) 89 (partie) - 58 (partie) - 90	Jean-Michel GRENIER - Dijon
Rhône-Alpes	69 - 26 - 07 - 42 01 - 38 - 74 - 73	Philippe GILLES - Valence Jean-Luc POULET - Villerbanne
Champagne-Ardenne Lorraine	08 - 51 - 10 (partie) 55 (partie) - 02 (partie) 52 (partie) - 54 - 57	Ornella RIFFLET - Reims
Centre - Pays de Loire	45 - 89 (partie) 41 - 58 (partie) 28 - 37 - 36 - 18	Jean-Michel FRICHETEAU - Orléans Patricia CHARLES - Orléans
Poitou Charente - Limousin	87 - 86 - 79 - 17 - 16	Marie-Louise MONDOLY - Limoges Jacques GAILLARD - Niort
Nord - Picardie	62 - 59 - 80 - 02 (partie)	Martine LEFEBVRE - Lille Alain VANTROYS - Roubaix
Provence - Côte d'Azur	06 - 83 - 04 - 84 - 13 30 (partie)	Jean-Pierre GARCIA - Marseille
Languedoc - Roussillon Pyrennées	66 - 11 - 81 - 34 - 09 30 (partie) - 31	Maryelle FLAISSIER - Montpellier Marie-Christine PORTET SALOMON Perpignan

2. Le Colloque de LIMOGES - Pré-programme

Le prochain Colloque National prendra la forme de journées thématiques qui se dérouleront à

LIMOGES les 23, 24 et 25 septembre 1998

Sur le thème:

"LES PERSONNELS NON ENSEIGNANTS DANS L'ECOLE".

COLLOQUE NATIONAL DE LIMOGES, LES 23, 24 et 25 SEPTEMBRE 1998

"LES PERSONNELS NON ENSEIGNANTS DANS L'ECOLE"

PRE-PROGRAMME

Mercredi 23 septembre après-midi - 14 h 00 à 18 h 00

14 h 00 - 15 h 00 : Ouverture du colloque

Accueil - Bienvenue.

15 h 00 - 16 h 30

16 h 30 - 18 h 00

EXPOSÉS ET COMMUNICATIONS

**"L'évolution des métiers de l'école : un défi pour les partenaires éducatifs,
une chance pour les enfants ?"**

Judi 24 septembre matin - 9 h 00 à 12 h 30

MINI-FORUMS

"Les fonctions éducatives locales"

9 h 00 - 10 h 30 - Forum n° 1

Les fonctions traditionnelles (l'entretien, l'assistance éducative, la restauration, la surveillance...).

11 h 00 - 12 h 30 - Forum n° 2

Les fonctions d'animation (les interventions culturelles, artistiques, sportives dans et hors du temps scolaire, l'animation des B.C.D., informatique et langue...).

Judi 24 septembre après-midi - 14 h 30 à 18 h 30

14 h 00 - 16 h 00 - Forum n° 3

Les fonctions sociales (la santé, l'intégration et la médiation sociale et familiale).

16 h 30 - 18 h 30

DEBAT/TABLE RONDE

"Nouveaux métiers et nouvelles compétences ?"

L'indispensable évolution de l'école est-elle conciliable avec le maintien des contraintes et logiques institutionnelles dans une nouvelle définition des fonctions éducatives ?

Vendredi 25 septembre matin - 9 h 00 à 12 h 00

Matin 9 h 00 - 10 h 00 - Assemblée Générale de l'ANDEV

10 h 00 - 11 h 00 - Réflexions et commentaires

Un observateur commentera les propos recueillis pendant les trois demi-journées précédentes en développant quelques pistes de réflexions.

11 h 00 - 12 h 00 - Synthèse - Conclusion du colloque

Les fiches d'inscriptions seront diffusées dans les semaines à venir. Pour tout renseignement :

**Marie-Louise MONDOLY - Corinne DUPUY - Mairie de LIMOGES, Direction de la Vie Scolaire
87031 LIMOGES CEDEX Tél. : 05.55.45.61.21 ou 05.55.45.61.20 - Fax : 05.55.45.63.90.**